

ANALYSE DES RESULTATS SCOLAIRES DANS LA COMMUNAUTE URBAINE DE NIAMEY

Daniel BARRETEAU¹, Souley ABOUBACAR²

Cette étude vise à analyser les résultats au Certificat de fin d'étude du premier degré (CFEPD) dans la Communauté Urbaine de Niamey (C.U.N.), sur les neuf années passées, et à déterminer les causes des échecs et les facteurs de rendement. On effectuera des comparaisons entre les différents types d'écoles primaires : écoles publiques par opposition aux privées, d'une part, écoles de type traditionnel (en français) par opposition aux écoles franco-arabes et aux écoles expérimentales (hausa-français, zarma-français); d'autre part. Notre attention se portera sur l'évolution des effectifs au Cours Moyen 2 (CM2), sur les taux d'exclusion (renvoi de l'école lorsqu'un élève a déjà redoublé deux fois dans le premier cycle) et sur l'ancienneté des établissements, autant de traits que l'on essaiera d'analyser comme indicateurs des échecs scolaires.

La Direction régionale de l'enseignement et de la recherche (D.R.E.R.) de la Communauté Urbaine de Niamey supervise cinq Inspections de l'enseignement du premier degré (I.E.P.D.) : ex-District II, ex-District III, ex-District IV, ex-District V et Inspection franco-arabe. On dénombre 150 écoles primaires, dont 113 écoles publiques et 37 écoles privées ; 128 écoles "traditionnelles" (où l'enseignement se fait en langue française), 30 écoles franco-arabes et 2 écoles expérimentales (l'une en hausa et l'autre en zarma). Le total des effectifs en 93-94 était de 76.845 élèves, dont 69.533 (90,5%) dans le public et 7.312 (9,5%) dans le privé ; 71.674 élèves (93,3%) dans les écoles traditionnelles, 4.600 (6,0%) dans les écoles franco-arabes, 310 (0,4%) dans les écoles expérimentales et 261 (0,3%) dans les écoles spéciales (école des sourds, école des aveugles et centre éducatif du musée).

Le cycle du premier degré comporte six niveaux : Cours d'Initiation (CI), Cours Préparatoire (CP), Cours Élémentaire 1 (CE1), Cours Élémentaire 2 (CE2), Cours Moyen 1 (CM1), Cours Moyen 2 (CM2). Les élèves ne peuvent pas dépasser huit années de scolarité, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas redoubler plus de deux années dans le primaire. Toutefois, des exceptions peuvent être faites dans les écoles privées. Par ailleurs, des "candidats libres" peuvent se présenter au CFEPD à tout âge.

Selon les directives du Ministère de l'éducation nationale, les redoublements et les exclusions ne doivent pas dépasser les 15% des effectifs d'une classe donnée, de manière à ne pas éliminer trop d'élèves ni surcharger les effectifs de l'année suivante. Ainsi les propositions faites par les directeurs d'école, au vu des résultats scolaires, ne sont pas nécessairement suivies à la lettre par les Inspections, qui prennent les décisions en dernier ressort. De ce fait, les

¹ Chargé de recherche en linguistique à l'ORSTOM, responsable d'un programme de recherche "Systèmes éducatifs et multilinguisme au Niger", mené en collaboration avec le Département de linguistique et le Département de sociologie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey.

² Etudiant en sociologie, Université Abdou Moumouni de Niamey.

passages d'une classe à une autre ne sont pas pertinents quant au niveau réel des élèves, contrairement au barrage que constitue le CFEPD.

Les divers facteurs de réussite et, inversement, les causes des échecs scolaires sont multiples mais, surtout, ils sont très liés les uns aux autres. Tout d'abord, il y a lieu de relever le fait, trivial, que l'on s'attribue volontiers les causes de réussite mais que l'on se défait sur les autres dès que l'on doit examiner les raisons des échecs : les Inspections font "porter le chapeau" aux directeurs d'école, aux parents, au manque de moyens, etc. Les directeurs d'école parlent de la pauvreté et du manque d'intérêt des parents, du manque de discipline et du laisser-aller des élèves, des effectifs pléthoriques, etc. Les parents évoquent la prise en charge insuffisante de l'Etat, le non-sérieux des maîtres... On arrive donc très vite à une quadrature du cercle. Tout le monde fuit ses responsabilités. En revanche, là où les résultats sont bons, tout concourt au succès : les directeurs d'établissement évoquent la rigueur de leur gestion, le sérieux de l'équipe pédagogique, les bons rapports avec les parents, l'engagement et l'assiduité des élèves, la mise à disposition de matériel didactique en quantité suffisante. Tout va pour le mieux dans les meilleures des écoles !

De toute évidence, dans Niamey, principalement dans le centre-ville, certaines écoles rassemblent le "gratin" de la capitale. On y trouve des établissements anciens bien tenus, relativement bien équipés, des directeurs consciencieux, des équipes pédagogiques dynamiques, stables et sérieuses, des élèves motivés et encouragés par des parents prêts à payer le nécessaire pour assurer l'avenir de leur progéniture. A l'opposé, dans les bas-quartiers, les parents semblent tout ignorer de l'école ou presque ; certains ne s'y intéresseraient que dans la mesure où une inscription à l'école équivaut à une part supplémentaire pour les allocations familiales ; ils ne suivent pas le travail de leurs enfants et, du reste, même s'ils le voulaient, étant complètement analphabètes, le pourraient-ils ? Les parents ne peuvent pas acheter les livres et les fournitures scolaires pour leurs enfants. Les enfants sont laissés à eux-mêmes. A la question des capacités des élèves (qui peuvent évidemment jouer sur les résultats scolaires), un inspecteur nous répondait que "les enfants ne naissent pas intelligents : l'intelligence se cultive". Mais que d'inégalités de chance quand vous ne disposez, personnellement, d'aucun soutien de la part des parents, ni d'aucun support : pas de livres, pas de crayons, pas de papier, etc. ! Dans ce milieu, les enseignants assurent le minimum mais ils en arrivent à se décourager, surtout lorsque les salaires ne tombent pas régulièrement... En dehors de toute motivation matérielle, comment pourraient-ils suivre personnellement tel ou tel élève en difficulté lorsque les classes sont tellement surchargées (cela est vrai surtout dans la capitale) ? Face aux absences répétées de certains élèves "récalcitrants", les maîtres tentent de rencontrer les parents pour discuter avec eux mais ils se heurtent à un mur : ceux-ci, effrayés à l'idée d'avoir à payer de nouvelles cotisations, ne se rendent pas aux convocations...

Pour améliorer l'enseignement au Niger, "il faut mettre les enseignants et les élèves dans de bonnes conditions", cela revient comme un leitmotiv dans toutes les bouches. Ce serait évidemment la première des recommandations à formuler pour que l'on puisse espérer améliorer, un tant soit peu, les rendements scolaires : assurer la régularité des salaires, assurer le suivi des maîtres en organisant des visites dans les écoles, des sessions de formation et de recyclage, construire suffisamment d'écoles (même en matériaux provisoires) pour répondre à la demande croissante de scolarisation, répartir de manière suffisante et surtout équitable les matériaux didactiques, assurer des cours pendant les neuf mois de l'année scolaire... La maladie est assez facile à diagnostiquer et les remèdes sont tellement faciles à prescrire...

Hormis ces conditions matérielles primordiales, les facteurs humains comptent énormément dans les rendements scolaires : rigueur des directeurs d'établissement, formation adéquate des maîtres, conscience professionnelle et engagement voire "dévouement" des enseignants, encouragement des parents. Ces facteurs sont bien difficiles à évaluer. Ils sont pourtant essentiels. Lorsque l'Etat ne peut pas ou ne peut plus assurer pleinement son rôle, là où les inspecteurs ne font pas correctement leur travail (sensibilisation, contacts avec les écoles, formation et suivi des maîtres), où les directeurs n'assument pas leur rôle de chef d'établissement avec rigueur, où les maîtres, mal formés et mal payés, ne prennent pas leur profession à coeur, où les parents, en bute à d'énormes difficultés matérielles, ne suivent pas

leurs enfants en les poussant au travail, où les enfants sont préoccupés par tout autre chose que l'école, sont découragés par le peu de perspectives d'avenir, est-ce que l'on peut encore s'attendre à de bons résultats scolaires ?

Concernant les différences constatées entre les différents types d'écoles, il faut noter un fractionnement évident entre les écoles publiques (souvent démotivées) et les écoles privées (relativement nombreuses dans le centre-ville), ces dernières étant considérées comme plus efficaces, à juste titre, encore que certaines écoles publiques soient incontestablement d'un bon niveau. Dans le public encore plus que dans le privé, le facteur humain est essentiel, étant donnée la léthargie et le laisser-aller qui peuvent gagner très vite l'ensemble des écoles.

Par ailleurs, les écoles traditionnelles (où tout l'enseignement se fait en français) jouissent d'une position plus avantageuse par rapport aux écoles bilingues, écoles expérimentales et écoles franco-arabes, lorsque l'on examine les résultats scolaires.

Les écoles expérimentales, où l'on enseigne partiellement dans une langue nationale (hausa ou zarma dans la C.U.N.) et partiellement en français, se disent défavorisées dans la mesure où l'on ne tient nullement compte des acquis dans la langue nationale au CFEPD. Les cours dans la langue nationale sont dispensés en CI, CP, CE1 et CE2, puis de manière beaucoup plus lâche en CM. Le français est introduit en CE2, sans qu'il y ait, là non plus, un programme spécifique pour ce type d'école. En CM1 et CM2, l'enseignement se fait essentiellement en français. Les épreuves pour le CFEPD sont les mêmes que dans les écoles de type classique. Les maîtres reconnaissent volontiers que le niveau des élèves en français n'est pas comparable à celui des élèves fréquentant les écoles de type classique. Comment rattraper trois années de retard ?

Dans les écoles franco-arabes, l'enseignement se fait moitié en français, moitié en arabe. En fait, le programme en français est le même que celui des écoles de type classique, sans aménagement spécifique. Les enseignants doivent donc mettre les bouchées doubles pour parvenir à la fin des programmes. Aucun document n'est disponible afin de faciliter le passage de l'arabe au français et inversement. Les épreuves au CFEPD ne sont pas exactement les mêmes que pour les écoles de type classique. Les résultats, bons dans l'ensemble, sont en fait difficilement comparables, les maîtres des écoles franco-arabes reconnaissant eux-mêmes que les niveaux en français et en arabe ne sont pas excellents. Cela reviendrait à admettre que les épreuves du CFEPD dans les écoles franco-arabes seraient plus faciles, si l'on se rapporte aux résultats obtenus dans ce type d'écoles, les meilleures de Niamey (55,6% de réussite). Il faut cependant signaler que les meilleurs élèves (5 à 10% selon un directeur d'école) s'en sortent fort brillamment dans les deux langues : c'est la prime des "doués en langues".

Les résultats au CFEPD représentent des données faciles à interpréter, sur lesquelles on peut s'appuyer pour apprécier le niveau relatif des différentes écoles sur une période relativement longue : nous avons choisi une période de neuf ans de manière à englober des années encore plus ou moins fastes sur le plan économique et calmes politiquement. Notons qu'il n'y a pas d'examen spécifique pour l'entrée en 6ème : la sélection s'opère, en fonction des places disponibles, sur la base des résultats au CFEPD.

En ce qui concerne l'évolution historique des résultats scolaires, on pourrait évidemment examiner les résultats de chaque école en particulier pour en dessiner un profil, pour établir des classements... Ayant rencontré quelques directeurs d'établissement, on s'est rendu compte que des explications ponctuelles sont parfois nécessaires pour expliquer certains résultats en dents de scie. Rencontrer les parents seraient également très utiles pour "avoir un autre son de cloche"...

Nous n'avons pas pu comptabiliser le nombre de jours effectifs de cours par année, notamment en CM2, mais ces chiffres seraient certainement très significatifs, étant donné le nombre très important de jours de grève dans les années récentes. Depuis quelques années, la situation économique et financière du pays n'a fait que se dégrader, avec la chute du prix des matières premières (essentiellement l'uranium) : cela s'est répercuté sur le budget de l'Etat et,

finalment, sur l'éducation. Aux difficultés économiques se sont adjoints des problèmes sociaux et politiques : la démocratisation de la vie politique du Niger (excellente dans le principe !) a causé beaucoup de troubles dans les écoles, particulièrement chez les enseignants, souvent passionnés par la vie politique et syndicale. Les lettrés du pays sont très sollicités.

Face à une demande de scolarisation sans cesse croissante (particulièrement en ville), les moyens ne suffisent pas. De plus en plus, le Ministère de l'éducation nationale doit faire face aux urgences avant même de pouvoir songer à se consacrer à d'éventuelles réformes structurelles, que tout le monde appelle de ses vœux mais toujours repoussées aux calendes grecques.

Examiner la situation des résultats scolaires sur plusieurs années revient à poser la question de la soi disant "baisse de niveau", que beaucoup évoquent sans savoir, précisément, de quelle baisse il s'agit. Globalement, beaucoup plus d'enfants sont scolarisés d'année en année, notamment dans la capitale. De cette masse croissante d'élèves, comme nous le verrons par la suite, les taux de réussite au CFEPD sont en baisse constante, mais, en chiffres absolus, il y a, bien sûr, de plus en plus de certifiés chaque année comme en témoigne le tableau suivant. Un certain nombre de lacunes (dans le public en 89 d'une part, et dans l'inspection franco-arabe en 87, 91 et 92, d'autre part) font que les totaux doivent être relativisés. Pour apprécier la progression, on peut comparer les résultats des années 86, 88, 90 et 93 où l'on passe, respectivement, de 2950 certifiés à 3590, puis 3713 et 4375 (les mauvais résultats de 94 s'expliquent par les grèves de fin d'année).

	86	87	88	89	90	91	92	93	94
Ex-District II	1070	1101	1235	525	1114	1302	1578	1330	1395
Ex-District III	956	1072	1182	677	1148	1248	984	1393	954
Ex-District IV	550	840	639	519	816	809	794	838	749
Ex-District V	206	383	344	285	389	377	460	533	264
Insp.F/A	168	-	190	204	246	-	-	281	414
Total	2950	3406	3590	2210	3713	3736	3816	4375	3776

La question est de savoir si les certifiés sont d'un niveau plus faible actuellement que ceux des années antérieures. Les anciens maîtres l'attestent, allant jusqu'à dire que le niveau actuel des 3èmes correspondrait à celui des CM2 en 1960, mais comment le démontrer ? On pourrait examiner les sujets des examens des différentes années (par exemple en dictée et en calcul) ainsi que les copies et les notes obtenues. Il nous était difficile d'engager de telles investigations dans un temps limité. A priori, il ne nous semble pas très évident de parler de baisse de qualité. Tout au plus pourrions-nous parler d'une stagnation, ce qui peut, effectivement, être interprété comme une baisse relative, par rapport à d'autres pays.

On doit se poser aussi la question de la valeur exacte du CFEPD. Selon certains maîtres, réussir au CFEPD signifie effectivement que l'on peut effectuer des opérations de calcul, que l'on sait lire et écrire en français. Quel est donc le pourcentage d'élèves qui, arrivés au CM2, savent lire et écrire en français et savent effectuer des opérations mathématiques ? D'après les dires des maîtres et des inspecteurs que nous avons rencontrés, il y a, bien sûr, en CM2, des élèves qui parviennent à ce niveau sans en avoir les capacités. Ils ont déjà redoublé deux fois. Plutôt que de les exclure, on les a fait passer, d'année en année, dans les classes supérieures. Le pourcentage de ces élèves se situerait autour de 5%. C'est dans ce sens que l'on parle d'éducation de masse : il faut que le maximum d'élèves parvienne au CM2, même si le niveau doit baisser. Avec des effectifs très chargés, un certain pourcentage d'élèves très faibles dans une classe retarde évidemment les progrès des autres. De manière approximative, on obtiendrait environ 40% d'élèves en CM2 avec un niveau acceptable, 55% avec un niveau faible et 5% avec un niveau insuffisant. Si l'on avait la possibilité de comparer de telles données, qui devraient bien sûr reposer sur des mesures objectives, avec des données antérieures, on s'apercevrait probablement que les résultats scolaires étaient plus homogènes "autrefois". Dans la mesure où les effectifs sont moins importants, le maître a davantage le

loisir de s'occuper personnellement des retardataires. L'éducation de masse ne le permet pas : on vise plutôt à ce que la majorité des élèves aient des connaissances minimum.

Les moyennes d'âge en CM2 sont éloquentes. Alors que dans les premières classes (CI et CP), les élèves sont d'un âge relativement homogène, arrivés en CM2, l'âge des élèves varie entre 11 ans et 16 ans. Sur l'ensemble de la C.U.N., sur un total de 10.295 élèves en CM2, on a la répartition suivante selon les âges pour l'année 90-91³:

11 ans	629	soit	6,1%
12 ans	3.232		31,4%
13 ans	3.485		33,6%
14 ans	1.904		18,5%
15 ans	576		5,6%
16 ans et plus	469		4,6%

Si l'on calcule l'âge moyen des élèves pour chaque niveau, on se rend compte que les retards cumulés, dûs aux redoublements, se font sentir surtout en CM2, seule année scolaire du premier degré marquée par un barrage : le CFEPD et l'entrée en 6ème. Environ un tiers des élèves redouble le CM2.

CI	7,12 ans
CP	8,14 ans
CE1	9,26 ans
CE2	10,45 ans
CM1	11,57 ans
CM2	12,99 ans

En dehors des rendements scolaires, une question générale de politique éducative se pose : est-il vraiment "nécessaire", "utile" ou "rentable" de faire tout pour que le maximum d'élèves parviennent au CM2, étant donnée la nature du programme enseigné ? Que cherche-t-on à former ? Est-ce qu'une formation générale suffit à cette majorité d'élèves qui devront quitter l'école sans avoir la possibilité d'entrer dans le second cycle ? Est-il vraiment nécessaire que tous les élèves soient confrontés aux arcanes de l'orthographe de la langue française tout en restant complètement désarmés par rapport à la vie active qui les attend ? Sans chercher à développer ici la question du contenu des programmes scolaires, il y aurait certainement à insérer davantage l'école primaire dans le milieu socioculturel et économique du pays, de manière à ce que l'école réponde davantage à un besoin d'initiation à la vie active. Il y aurait certainement à introduire des matières nouvelles dans le primaire telles que : initiation aux langues nationales, éducation civique, éducation sexuelle, éducation religieuse (pourquoi pas lorsqu'on voit à quel point la religion est facteur d'intégration sociale), initiation à la gestion, activités sportives (à revaloriser), activités artisanales et artistiques (les potentiels sont énormes mais inexploités), initiation à des métiers... Pour être prises au sérieux, toutes ces matières devraient pouvoir compter dans les examens, contrairement à l'expérience des activités pratiques et productives (A.P.P.) qui s'est soldée par un échec retentissant : ces activités n'étaient absolument pas prises en compte pour le certificat ; les maîtres n'étaient absolument pas formés à ce type d'enseignement et disposaient de très peu de matériel.

On pourrait penser à des centres de formation artistique, artisanale, professionnelle, où les élèves des cours moyens viendraient faire des "stages". Ces centres de formation devraient être complétés par davantage de collèges et de lycées techniques et professionnels où l'apprentissage de métiers ne serait pas seulement théorique. L'exemple des foyers féminins de Niamey est une réussite dans ce sens. Beaucoup de jeunes femmes "déscolarisées" viennent y apprendre des rudiments de couture, d'hygiène, d'économie familiale... pour entrer de plain-pied dans la vie active. Toutes ces matières devraient être considérées comme des options non négligeables en ce qui concerne leurs coefficients dans les épreuves du certificat. Chaque matière devrait suivre un programme d'enseignement, comporter du matériel didactique,

³ *Annuaire statistique de l'Education nationale, 1990-1991*, p. 129.

répondre à des objectifs et être contrôlée par des tests. Les maîtres, tels qu'ils sont formés actuellement, ne peuvent pas avoir des compétences dans toutes les disciplines (autre erreur dans le projet des A.P.P.). Aussi est-il hors de question de leur demander d'enseigner des matières pour lesquelles il ne disposerait d'aucune formation, ni d'aucun matériel. L'enseignement ne peut pas s'improviser.

Les pays qui en ont fait l'expérience, de manière trop hâtive, en sont revenus. Ceux qui n'ont pas encore tenté l'expérience aimeraient essayer. L'urgente nécessité de coller aux réalités socio-culturelles fait qu'il devient de plus en plus inévitable d'introduire les langues nationales dans les systèmes éducatifs en Afrique. Est-il encore possible d'écarter complètement les langues africaines de l'enseignement alors que, de fait, les langues nationales imprègnent toute la vie active, le français étant réservé à certaines fonctions ?

Au Niger, l'immense espoir qu'avait suscité le lancement des écoles expérimentales est retombé, faute d'intégration réelle dans le système éducatif, faute de généralisation, faute de volonté politique, ce qui a entraîné le retrait des bailleurs de fonds, la perte de confiance de la population, etc. Depuis ce temps, l'école, qui est toujours dite "expérimentale", meurt à petit feu.

Parmi les multiples mesures et stratégies à proposer pour améliorer les rendements scolaires et surtout dynamiser les systèmes éducatifs africains, nous souhaiterions proposer, d'une part, des compléments à la scolarité, d'autre part, l'introduction des langues africaines dans le premier cycle.

Des compléments à la scolarité pourraient être apportés aux deux bouts de la chaîne : par la multiplication des jardins d'enfants, dont le rôle bénéfique d'initiation à la vie scolaire n'est plus à démontrer, et par la création de centres d'apprentissage professionnel, à la sortie du CM2. Ces années complémentaires ne seraient pas "obligatoires". Elles se dérouleraient (entièrement pour les jardins d'enfants et partiellement pour les centres d'apprentissage) en langues nationales. Ces deux maillons supplémentaires permettraient de raccrocher le cycle d'enseignement général aux réalités extra-scolaires.

Concernant l'introduction des langues africaines - qui ne sauraient être improvisée -, un schéma, parmi d'autres, pourrait être le suivant :

- (1) jardin d'enfants en langues nationales avec introduction du français, sous forme de jeux ;
- (2) CI : cours de langage en langues nationales et introduction du français, à l'oral ;
- (3) CP : apprentissage de la lecture et de l'écriture dans les langues nationales et poursuite de l'acquisition orale du français ;
- (4) CE et CM : enseignement du français tout en approfondissant la pratique des langues nationales dans certaines matières ;
- (5) Centre de formation professionnelle : enseignement mixte (selon les matières) en français et en langues nationales.

Ce schéma devrait évidemment s'articuler sur tout un programme de recherche et de formation.

Nous examinerons successivement les résultats au CFEPD sur l'ensemble du Niger, dans les différents Départements et dans la Communauté Urbaine de Niamey, puis nous tenterons d'établir des corrélations avec les effectifs du CM2, les taux d'exclusion et l'ancienneté des écoles.

1. RESULTATS AU CFEPD

1.1. Résultats au CFEPD sur l'ensemble du Niger depuis 1976

Les sources du tableau suivant proviennent de l'*Annuaire statistique : séries longues*, pour les années allant de 1963 à 1980, et de l'*Annuaire des statistiques scolaires 1989-1990* et 1990-1991. Nous ne disposons pas de résultats pour l'année 1971.

Années	présentés	admis	%
1963	1.600	559	34,9%
1964	1.818	769	42,3%
1965	2.360	960	40,7%
1966	3.035	1.030	33,9%
1967	3.992	1.045	26,2%
1968	4.480	1.449	32,3%
1969	4.514	1.892	41,9%
1970	4.447	1.386	31,2%
1972	6.093	2.012	33,0%
1973	6.918	2.595	37,5%
1974	9.817	3.427	34,9%
1975	11.929	6.094	51,1%
1976	12.892	5.310	41,2%
1977	15.445	6.000	38,8%
1978	19.126	7.427	44,0%
1979	19.126	8.493	44,4%
1980	24.869	7.776	31,3%
1981	33.322	11.556	34,7%
1982	36.331	13.037	35,9%
1983	37.369	11.124	29,8%
1984	39.033	9.611	24,6%
1985	41.114	9.501	23,1%
1986	46.118	13.080	28,3%
1987	49.529	16.275	32,9%
1988	44.834	13.771	30,7%
1989	44.057	11.140	25,3%
1990	48.331	14.355	29,7%

On observera que les résultats ont parfois dépassé les 40%, dans les années 60 et 70 : en 1964, 1965, 1969, 1975, 1976, 1978 et 1979 ; mais, le plus souvent, ils se situent entre 30 et 40%. Ils sont même inférieurs à 30% depuis 1983. On peut donc constater qu'il y a effectivement une baisse du pourcentage de certifiés depuis les années 80.

1.2. Pourcentages d'admis dans les différents Départements du Niger en 1989 et 1990

Années	1989			1990		
	présentés	admis	%	présentés	admis	%
Agadez	1.717	608	35,4	1.962	813	41,4%
Diffa	1.031	238	23,1	1.107	361	32,6%
Dosso	5.964	1.195	20,0	6.190	1.508	24,4%
Maradi	6.844	1.281	18,7	7.450	1.688	22,7%
Niamey	7.356	2.471	33,6	8.152	3.501	42,9%
Tahoua	5.697	1.662	29,2	7.569	1.901	25,1%
Tillabéri	7.675	1.701	22,2	7.714	2.181	28,3%
Zinder	7.773	1.921	24,7	8.187	2.310	28,2%
Total	44.057	11.140	25,3	48.331	14.355	29,7%

On remarque que Agadez et Niamey figuraient dans le peloton de tête quant aux résultats scolaires en 1989 et 1990. Toutefois, ceci doit être relativisé pour Niamey : les résultats seraient différents si l'on devait distinguer les établissements publics des privés.

1.3. Résultats au CFEPD dans la Communauté Urbaine de Niamey

Dans tous les tableaux, cités en annexe, un tiret signale une absence de chiffre, soit que l'école n'était pas encore créée, soit que les chiffres n'étaient pas disponibles. Nous inspirant des rapports de fin d'année de chaque inspection, nous avons calculé les pourcentages d'admis par rapport aux candidats présentés. Au moment d'imprimer ce texte, certains totaux n'étaient pas encore établis. Nous présentons ci-après les synthèses par Inspections, par années et par types d'écoles.

	86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
Ex-District II										
Public				25,9	36,2	35,6	37,3	25,5	23,7	33,0
Expérimentale	-	-	-	56,5	46,2	13,6	22,9	9,1	29,5	
Privé				42,8	67,4	71,2	77,5	79,0	72,8	76,9
Moyenne I.E.P.D.				27,2	40,7	40,8	41,1	30,1	27,9	38,1
Ex-District III										
Public	42,7	42,6	45,7	26,1	39,2	38,9	25,1	30,9	19,3	32,8
Privé	69,5	72,9	73,9	57,0	66,4	75,6	64,4	71,8	59,3	67,9
Moyenne I.E.P.D.	45,9	46,8	49,9	29,1	42,0	42,6	28,6	35,4	22,9	36,9
Ex-District IV										
Public (voir moyenne I.E.P.D.)										
Expérimentale	-	-	-	8,3	21,2	26,4	30,6	17,4	31,9	23,6
Moyenne I.E.P.D.	49,4	65,0	62,0	45,7	49,4	44,7	38,8	27,3	27,5	43,6
Ex-District V										
Public	43,6	68,4	62,3	46,7	55,9	43,0	39,7	37,9	16,7	40,9
Inspection franco-arabe										
Moyenne I. F/A.	54,8	-	60,1	47,7	56,1	-	-	47,7	65,8	55,6

En règle générale, on observe que les années 80 présentent de meilleurs résultats que les années 90. Les résultats sont en baisse constante (sauf dans le privé). L'Inspection franco-arabe présentent les meilleurs résultats (55,6% de moyenne), suivie de l'I.E.P.D. de l'ex-District IV (43,6%) et de l'ex-District V (40,9%). Les écoles traditionnelles privées ont les meilleurs résultats : 76,9% dans l'ex-District II et 67,9% dans l'ex-District III. Les écoles expérimentales ont des résultats faibles dans l'ensemble.

2. EFFECTIFS AU CM2, TAUX D'EXCLUSION ET ANCIENNETE DES ECOLES

2.1. Effectifs au CM2

L'hypothèse voudrait que plus les effectifs d'une classe sont nombreux, moins les résultats sont bons. On va donc examiner les effectifs par classe, sur neuf années, et les comparer aux résultats obtenus. La question a une grande importance dans la mesure où l'on s'oriente actuellement, non plus tellement vers le double flux mais plutôt vers un enseignement de masse

avec des grands groupes, suivant l'hypothèse que les résultats scolaires ne dépendent pas ou dépendent peu des effectifs dans une classe donnée. Est-ce bien le cas ?

En moyenne, l'I.E.P.D. franco-arabe a des effectifs nettement moindres que les autres (36,9 élèves par classe de CM2), surtout dans les écoles privées (30,2 élèves). Cela peut expliquer, en partie, les bons résultats de ces écoles. Les effectifs sont raisonnables dans les écoles expérimentales : 41 élèves à Gamkallé. Dans les écoles traditionnelles, la situation est plus critique : environ 50 élèves par classe.

Dans les tableaux cités en annexe 2 et dans les analyses faites à partir du paragraphe (c) Rapports entre taux de réussite et moyennes des effectifs, nous avons synthétisé à la fois les taux de réussite et les effectifs. Pour chaque école, le premier chiffre se rapporte aux résultats du CFEPD, le second chiffre à la moyenne des effectifs au CM2. Les chiffres représentent des dizaines. Le chiffre 0 renvoie à des nombres de 0 à 9, le chiffre 1 à des nombres de 10 à 19, etc. Les tirets signalent l'absence de résultats, en ce qui concerne les taux de réussite et/ou les effectifs.

2.1.1. SYNTHÈSE ET ANALYSE SUR L'ENSEMBLE DES ÉCOLES

(a) Taux de réussite

Globalement, sur les neuf années considérées et sur les 852 cas analysés (rapports entre taux de réussite et effectifs au CM2), les taux de réussite se répartissent de la manière suivante :

0	- entre 0 et 9%	15	1,8%
1	- entre 10 et 19%	100	11,7%
2	- entre 20 et 29%	160	18,8%
3	- entre 30 et 39%	162	19,0%
4	- entre 40 et 49%	137	16,1%
5	- entre 50 et 59%	128	15,0%
6	- entre 60 et 69%	65	7,6%
7	- entre 70 et 79%	40	4,7%
8	- entre 80 et 89%	33	3,9%
9	- entre 90 et 99%	12	1,4%

(b) Moyennes des effectifs

Les moyennes des effectifs au CM2 s'établissent comme suit :

0	- entre 1 et 9 élèves	14	1,6%
1	- entre 10 et 19 élèves	29	3,4%
2	- entre 20 et 29 élèves	42	4,9%
3	- entre 30 et 39 élèves	108	12,7%
4	- entre 40 et 49 élèves	227	26,6%
5	- entre 50 et 59 élèves	266	31,2%
6	- entre 60 et 69 élèves	126	14,8%
7	- entre 70 et 79 élèves	26	3,1%
8	- entre 80 et 89 élèves	7	0,8%
9	- entre 90 et 99 élèves	7	0,8%

(c) Rapports entre taux de réussite et moyennes des effectifs

Taux de réussite	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	tot.
Moyennes des effectifs											
0	2	0	1	0	0	3	4	2	2	0	14
1	1	1	1	3	3	6	5	2	4	3	29
2	1	1	3	8	4	9	7	2	6	1	42
3	5	13	12	10	14	26	11	15	2	0	108
4	4	19	54	49	45	28	15	8	4	1	227
5	1	40	52	50	53	45	11	4	5	5	266
6	1	16	32	36	15	9	6	4	6	1	126
7	0	2	3	6	1	2	5	3	3	1	26
8	0	5	1	0	1	0	0	0	0	0	7
9	0	3	1	0	1	0	1	0	1	0	7
Total	15	100	160	162	137	128	65	40	33	12	852

Tous types d'écoles confondus, en regroupant les colonnes 0, 1, 2, 3 et 4, correspondant à de "mauvais résultats" au CFEPD, par opposition aux colonnes 5, 6, 7, 8 et 9, correspondant à de "bons résultats", on obtient les rapports généraux suivants, entre taux de réussite et effectifs.

Taux de réussite	0-4	5-9	total	% de mauvais résultats
Moyennes des effectifs				
0	3	11	14	21,4%
1	9	20	29	31,0%
2	17	25	42	40,5%
3	54	54	108	50%
4	171	56	227	75,3%
5	196	70	266	73,7%
6	100	26	126	79,4%
7	12	14	26	46,2%
8	7	0	7	100%
9	5	2	7	71,4%

Les résultats de la ligne 7 s'expliquent, en fait, par les bons résultats obtenus dans les écoles privées, malgré des effectifs très importants. On s'aperçoit qu'une inversion de tendance se produit à partir de la ligne 4, c'est-à-dire lorsque les effectifs dépassent les 40 élèves par classe. Afin de mieux dégager les traits caractéristiques des résultats obtenus, on peut regrouper maintenant les moyennes des effectifs comprises entre 1 et 39 élèves (lignes 0, 1, 2 et 3), par opposition aux effectifs compris entre 40 et 99 élèves (lignes 4, 5, 6, 7, 8 et 9), d'autre part.

Taux de réussite	0-4	5-9	total	% de mauvais résultats
Moyennes des effectifs				
0-3	83	110	193	43%
4-9	491	168	659	74,7%
Total	574	278	852	67,4%

En règle générale, les résultats inférieurs à 50% sont les plus nombreux : 574 cas contre 278 (soit 67,4%). Lorsque les taux de réussite sont inférieurs à 50% (colonne 0-4), les effectifs dépassent (en majorité) les 50 élèves par classe : 491 élèves contre 83. Lorsque les résultats sont supérieurs à 50% (colonne 5-9), les effectifs de moins de 40 élèves (0-3) sont relativement plus nombreux : 110 élèves contre 168. En d'autres termes, on peut dire que les échecs scolaires sont moindres lorsque les effectifs sont moins nombreux : sur 193 cas de classes de moins de 40 élèves, il y a 83 "mauvais résultats", soit 43% ; sur 659 cas de classes de plus de 40 élèves, il y a 491 mauvais résultats, soit 74,7%.

2.2. Exclusions

Les chiffres concordent si l'on examine les résultats scolaires en fonction des taux d'exclusion ou, inversement, les taux d'exclusion en fonction des taux de réussite au CFEPD. Les résultats sont inversement proportionnels.

taux d'exclusion	nombre d'écoles	moyennes au CFEPD
10% et plus	18	27,7%
moins de 5%	13	58%

moyennes au CFEPD	nombre d'écoles	moyennes d'exclusions
plus de 40%	40	6,4%
moins de 20%	11	9,9%

Les écoles qui ont de bons résultats au CFEPD ont de faibles taux d'exclusions (moins de 5%). En revanche, celles qui ont de mauvais résultats au CFEPD ont des taux d'exclusion élevés (plus de 10%). Les effets sont cumulatifs : lorsqu'une école fonctionne mal, les élèves ont des problèmes pour atteindre les niveaux requis ; ils ne parviennent pas à passer les examens, ils redoublent et, finalement, sont exclus de l'école.

Questions : que faire de tant d'exclus de l'école ? Qu'est-ce l'école leur aura rapporté ? Comment améliorer la situation ?

2.3. Ancienneté des écoles

La question est de savoir s'il y a une corrélation entre l'ancienneté des écoles et les résultats scolaires, comme semblaient l'indiquer nos discussions avec les partenaires de l'école. Les écoles récentes ou nouvellement créées ont généralement de mauvais résultats.

années de création	nombre d'écoles	moyennes au CFEPD
40	2	78,2%
50	7	49,8%
60	11	52,1%
70	29	35,7%
80	64	38,3%
90	11	25,7%

Comme le bon vin, les écoles se bonifient en vieillissant ! Mais plusieurs facteurs concourent à ces résultats : les écoles les plus anciennement implantées sont situées au centre-ville. Une, deux voire trois générations sont passées sur les mêmes bancs. Ces quartiers sont plutôt favorisés. Il y a davantage d'enfants de fonctionnaires, anciennement scolarisés. Les maîtres en place s'y trouvent bien et ne demandent pas de mutation. Les équipes sont donc stables. Il ajouter que les écoles privées du centre sont pour la plupart anciennes.

Le phénomène inverse se vérifie dans la périphérie : la population est constituée de nouveaux arrivés, souvent non-scolarisés. Les maîtres ont toutes les peines du monde avec des enfants "difficiles". Les équipes sont instables. Les moyens manquent... Les créations récentes d'écoles franco-arabes (surtout privées) font toutefois exception, avec des résultats apparemment satisfaisant.

3. COMMENTAIRES DES INSPECTEURS DE LA C.U.N.

Nous avons rencontré les responsables des différentes inspections pour obtenir leurs opinions générales sur les résultats obtenus dans les différentes écoles. Voici résumés leurs appréciations et commentaires.

3.1. EX-DISTRICT II

Dans l'I.E.P.D. de l'ex-District II, on ne tient pas compte des résultats des écoles spécialisées : école de sourds, école d'aveugles et école du musée dont les résultats sont difficilement comparables avec ceux des écoles classiques. L'I.E.P.D. de l'ex-District II supervise 46 écoles : 35 écoles publiques traditionnelles, 1 école expérimentale (en hausa) et 10 écoles privées.

Le taux moyen de réussite au CFEPD, sur neuf ans, est faible : 38,1%. Il est nettement supérieur dans le privé : 76,9% et plus faible dans l'école expérimentale de Lazaret : 29,5%. Les écoles privées suivantes ont les résultats les meilleurs : Mission filles (95,9%), Mission garçons (88,3%), Lako (74,5%). Dans le public, seule l'école Cité C.N.S.S. dépasse les 50% (52,7%). Entre 40 et 50%, on trouve : Goudel I (49,7%), Zongo (46,9%), Yantala IV (43,7%), Lossogoungou (43,5%), Yantala III (43,3%), Gabagoura (42,1%). Les écoles avec des pourcentages de réussite inférieurs à 20% sont les suivantes : Banifandou I (10,6%), Deizébon (15,2%), Koiratégui (19%), Koirakano (19,4%), Koiramé (20,5%).

L'Inspection donne les explications suivantes sur les mauvais résultats de certaines écoles : Banifandou I, Deizébon et Koiratégui ont été créées récemment. Pour les autres écoles, c'est une question de travail. L'organisation n'est pas bonne ; il y a des problèmes d'autorité à Koiramé. Trop d'absences du responsable, syndicaliste, à Deizébon.

Les bons résultats s'expliquent ainsi : bonne organisation à la C.N.S.S. où les maîtres sont bien épaulés par les parents, en grande partie fonctionnaires ; bons efforts d'encadrement à Zongo malgré des effectifs écrasants.

Au niveau du privé, la sélection serait plus rigoureuse. Toutefois, notons qu'à Lako, les élèves peuvent redoubler plus de deux fois. Les parents s'investissent davantage dans la scolarité, payante, de leurs enfants. Ils les suivent de plus près et feraient pression sur les maîtres pour que les résultats suivent.

La réussite peut être conditionnée par une bonne organisation des maîtres ; le soutien des parents ; des effectifs raisonnables. Au contraire, les échecs peuvent s'expliquer par une mauvaise organisation de l'équipe pédagogique avec une responsabilité importante pour le chef d'établissement (voir Koiramé) ; un manque de soutien des parents qui ne surveillent pas suffisamment leurs enfants (voir Lossogoungou) ; des effectifs pléthoriques comme à Deizébon.

Sur les neuf années considérées, les années 80 ont été les plus couronnées de succès. On constate un déclin continu dans l'école expérimentale de Lazaret, passant de 56,5% de réussite en 89 à 9,1% en 93, alors que le privé se maintient à un niveau quasi constant. Dans les années récentes (de 1991 à 1994), les nombreuses grèves et manifestations politiques ont largement contribué à la baisse des résultats scolaires, surtout dans le public.

3.2. EX-DISTRICT III

L'Inspection de l'ex-District III coiffe 35 écoles, dont 29 publiques et 6 privées.

Le taux moyen de réussite au CFEPD, sur neuf ans, est le plus faible de la C.U.N. : 36,9%. Il est nettement supérieur dans le privé : 67,9% contre 32,8% dans le public. Les écoles les plus performantes du privé sont les suivantes : Canada filles (85,5%), Canada garçons (81,7%), Sikia (60,9%). Dans le public, trois écoles dépassent les 40% de réussite : Poudrière I (45,3%), Balafon II (43,8%) et Madina II (43,5%).

Les années 86, 87 et 88 ont été meilleures que les années récentes dans le public. Dans le privé, les résultats sont relativement constants (entre 60 et 75%) mais des écarts certains sont tout de même à relever dans des établissements comme Humanité Annexe, Imam Malick et Sikia.

Selon un conseiller pédagogique, dans le public, on explique les bons résultats scolaires de Madina II et de Poudrière I par plusieurs facteurs : une bonne organisation et de la fermeté au niveau de la Direction ; les équipes pédagogiques sont soudées : les enseignants se réunissent régulièrement pour discuter de l'avancée des programmes et pour évoquer les problèmes rencontrés ; les directeurs qui encadrent les CM ont de l'expérience ; le milieu social est favorable (c'est le cas de Poudrière I où presque tous les parents sont des employés ou des fonctionnaires : ils peuvent encadrer leurs enfants à la maison).

Les mauvais résultats, observés notamment à Wadata II (10%), Talladjé II (18,8%), Bandabari II (19,7%), Kouado III (26,8%), etc., s'expliquent d'abord du fait que ces quartiers sont défavorisés. Ce sont des quartiers périphériques, pauvres. Les parents ont toutes les peines du monde à assurer le minimum vital pour leur famille. Ce sont pour la plupart des illettrés. Il leur est très difficile de suivre le travail de leurs enfants. Certaines écoles sont récentes, comme Kouado III, créée à partir de transferts de Talladjé I, II et III, et de Kouado I et II : ces écoles nouvelles héritent, généralement, des élèves les moins doués et des plus difficiles.

Pour le privé, les parents mettent les moyens. Les maîtres manifestent plus de sérieux. Ainsi, Canada (filles et garçons) est devenue "la coqueluche" de Niamey. Ce sont les parents (aisés) les plus motivés qui font tout pour inscrire leurs enfants dans cette école. Les frais d'inscription sont les plus élevés de la capitale, comme dans les écoles Mission (mais inférieurs aux tarifs du Lycée La Fontaine). De plus, les parents doivent nécessairement assurer les fournitures scolaires ainsi que les manuels. Pour les autres écoles privées (Humanité, Imam Malick, Sikia), les enfants sont issus de milieux plus modestes. Les frais d'inscription attendent souvent avant d'être payés ; le matériel didactique fait défaut. Dans ces écoles, certains élèves ont redoublé deux ou trois fois le CM2.

En règle générale, les premières années (jusqu'en 1991) ont été les meilleures : les maîtres étaient payés régulièrement à l'époque ; il y avait peu de grèves. A partir de 91, la situation n'a fait que s'aggraver.

Selon l'Inspecteur, les réussites scolaires sont conditionnées par plusieurs facteurs : une politique éducative claire ("il faut savoir ce qu'on veut") ; cette politique doit être cautionnée par la population (ce qui tend à ne plus être le cas actuellement) et soutenue par tous les partenaires de l'école ; cette politique doit être concrétisée par des moyens matériels et financiers conséquents. L'intelligence de l'enfant compte, bien sûr, mais "l'intelligence est un processus : on ne naît pas intelligent". Toujours selon le même Inspecteur, "la personnalité du directeur est également très importante surtout avec un personnel féminin à 90% et tous les problèmes d'instabilité qui s'en suivent (congés maternité, maladies des enfants, du conjoint, sans compter les absences pour les mariages, les enterrements)."

Des difficultés se sont présentées avec les "directeurs déchargés", c'est-à-dire qui ne sont pas chargés de cours. Ils seraient plus souvent absents, pour des motifs syndicalistes ou personnels... Les problèmes surviennent surtout lorsque les contrôles ne sont pas faits avec efficacité. Théoriquement, les directeurs ont une formation suffisante pour diriger des écoles mais la compétence ne suffit pas. "C'est la fermeté qui compte, alors que certains ferment les yeux sur les défaillances". Comment un directeur pourrait appliquer un règlement stricte si lui-même ne s'impose pas une autodiscipline ?

Dans certaines écoles privées (Canada) et certains quartiers riches (Poudrière I), les parents achètent les manuels. Hélas, cela n'est pas envisageable pour les parents pauvres qui ne peuvent mettre leurs enfants que dans les écoles publiques, elles-mêmes fort démunies. On ne prête qu'aux riches...

Répondant à la question de l'efficacité des écoles maternelles, l'Inspecteur estime que "le fait d'avoir suivi ou non un enseignement préscolaire ne joue pas tellement sur la scolarité sauf dans les premières années." Il y aurait beaucoup à dire sur la nécessité de commencer l'école plus tôt mais les écoles maternelles sont rares (uniquement dans les villes) et réservées, de fait, à une élite : ce sont les mêmes que l'on retrouve dans les écoles privées...

3.3. EX-DISTRICT IV

L'I.E.P.D. de l'ex-District IV supervise 24 écoles publiques dont une école expérimentale (en zarma). Le niveau moyen de réussite au CFEPD est assez bons : 43,6%. Il est plus faible dans l'école expérimentale de Gamkallé (23,6%). Les premières années (de 1986 à 1991), non marquées par des grèves, ont été les plus couronnées de succès (entre 45 et 65%).

Les meilleurs résultats sont observés à Terminus II (61,8%), Kalley (68,1%), Amirou Djibo (59,6%), Wright (54,4%), Gamkallé II (52,5%), Terminus I (49,5%), Nouveau Marché (47,3%), Aéroport III (46,5%). Selon un conseiller pédagogique, ce sont des écoles où les directeurs convient leurs élèves à des cours complémentaires pour les examens. Dès le premier trimestre, les maîtres de CM2 font venir les élèves même pendant le week-end. Ils commencent très tôt à faire des exercices. Les directeurs ont beaucoup d'expérience. La discipline compte beaucoup. La fréquentation est régulière : on fait appel aux parents s'il y a des problèmes. De plus, les parents qui mettent leurs enfants à Terminus (notamment) sont souvent des fonctionnaires. Beaucoup ont des répétiteurs à la maison. Les parents peuvent acheter des livres à leurs enfants. A Kongou-Gonga (56% de réussite en 93), d'autres facteurs jouent : l'école est isolée, calme. Il y a suffisamment de manuels et de fournitures, attribués à cette école précisément du fait de son isolement.

Parmi les écoles qui présentent de mauvais résultats, on note Gamkallé IV (15,5%), Ballaré (18,6%), Saga II (27,9%) et l'école expérimentale de Gamkallé (23,6%). Ballaré est une école nouvelle où, selon le Conseiller pédagogique, on observe des problèmes de discipline et un manque de travail des enseignants. Gamkallé IV, créée en 1988, est implantée très loin d'où les problèmes de fréquentation et la mauvaise volonté des parents. Par ailleurs, l'école expérimentale de Gamkallé ne fonctionne pas "normalement" par manque de suivi, manque de documents, insuffisance de formation des maîtres, le tout couronné par un scepticisme des parents, refroidis par une "expérience" peu concluante.

3.4. EX-DISTRICT V

L'I.E.P.D. de l'ex-District V ne comporte que 15 écoles publiques. Le taux moyen de réussite au CFEPD, sur neuf ans, est de 40,9%. On notera que les meilleures années sont antérieures à 1991 (entre 43 et 68%) et que les résultats sont en baisse depuis ce temps-là : 39,7% en 92, 37,9% en 93, 16,7% en 94 (année perturbée par de nombreuses grèves).

Les anciennes écoles ont les meilleurs résultats : Lamordé I (55,9%), Rive droite II (40,9%). A Nogaré (50%), les bons résultats s'expliquent par l'importance de parents issus du milieu étudiant. A Lamordé I comme à Nogaré, l'équipe des enseignants est ancienne et expérimentée.

Les écoles les moins favorisées sont des écoles nouvelles, telles que Banga-Bana (22,1%) ou sinon des écoles où le personnel a été instable, comme Gawèye I (34,8%) qui présente des résultats en forte baisse depuis 91. Le district se trouve à la périphérie de Niamey, sur la rive droite du fleuve. Il y a peu de parents employés ou fonctionnaires. Les gens ne sont pas riches.

3.5. INSPECTION FRANCO-ARABE

L'inspection franco-arabe supervise 30 écoles dont 9 publiques et 21 privées. On notera que ces écoles, d'implantation récente, sont toutes situées à la périphérie de la ville. Les effectifs sont aussi importants dans le privé que dans le public : 2.295 élèves dans le public contre 2.305 dans le privé en 93-94. Les unités sont nettement plus petites dans le privé, ce qui constitue probablement un facteur de réussite.

Le taux moyen de réussite au CFEPD est apparemment satisfaisant : 55,6%. Il est plus élevé dans le privé que dans le public. Beaucoup d'écoles dépassent les 50% de réussite dans le privé : Daawa (79,2%), Sabilou Rachad (75%), Waddou (72,9%), Mamar Touré II (63,8%), Dar al Quran, Nour al Islam (56,3%), Sounati (55,2%), Anassaria (53,4%), Sabilou Alfalahi (53%), Mamar Touré I (50,4%) ; signalons les résultats honorables de Rive droite (47,9%) dans le public.

Les écoles privées sont plus motivées. Elles tiennent à avoir des effectifs importants et donc il faut présenter des rendements satisfaisants. Les fondateurs sont souvent sur place. Les maîtres sont obligés d'enseigner. Les grèves sont nettement moins fréquentes que dans le public. Les classes ne sont pas surchargées : les effectifs n'atteignent même pas 30 élèves par classe.

Dans le public, la situation n'est pas la même puisque, à Boukoki I par exemple, il y a trois classes avec 60 élèves par classe.

Il faut souligner que les épreuves comptant pour le CFEPD ne sont pas les mêmes pour les écoles de type classique que pour les écoles franco-arabes. Dans les écoles franco-arabes, la moitié des épreuves est en arabe et l'autre moitié en français. Le total porte sur 100 points contre 140 points dans le système classique. La lecture et la récitation se font à l'oral dans les écoles franco-arabes contrairement aux écoles traditionnelles où il n'y a plus aucune épreuve orale. La répartition des points selon les matières est la suivante. En français : dictée et question (20), calcul (20), sciences (10) ; en arabe : lecture (20), rédaction (20), récitation (5), histoire et géographie (5).

Après l'école primaire franco-arabe, les élèves sont orientés vers le collège franco-arabe (CEG 5), puis au Lycée franco-arabe, enfin à l'Université de Say.

Parmi les difficultés que rencontrent les écoles franco-arabes, soulignons les problèmes de trésorerie dans le privé : les parents ont beaucoup de peine à payer les frais d'inscription, surtout depuis quelques années ; le manque de manuels particulièrement en arabe, où l'inspection bénéficie de dons épars de l'Arabie saoudite, du Koweït, de l'Egypte, de la Libye et du Maroc.

Selon l'Inspecteur, les résultats seraient comparables aux autres écoles mais il reconnaît que les niveaux sont inférieurs en français. Les maîtres n'ont pas le temps de voir tout le programme, qui est le même que dans les écoles de type classique. Certains élèves sont tout de même très doués, à la fois en français et en arabe.

CONCLUSIONS

En conclusion, cette étude a permis de dresser un tableau des résultats scolaires, sur neuf ans, dans la Communauté Urbaine de Niamey.

Nous avons pu montrer que les résultats scolaires ont varié selon les années, dans le sens d'une dégradation constante, surtout depuis les années 90, concomitamment avec un accroissement considérable des effectifs. Des différences nettes sont apparues entre le privé et le public. Par ailleurs, les résultats des écoles bilingues (écoles expérimentales et écoles franco-arabes) sont difficilement comparables avec ceux des écoles traditionnelles, du fait de la non-prise en compte des connaissances en langues nationales au CFEPD pour les écoles expérimentales, et du fait de la différence des épreuves pour les écoles franco-arabes. Il resterait à élucider les raisons des succès rencontrés dans les écoles franco-arabes.

Nous avons établi qu'il y avait des rapports de causalité entre les effectifs au CM2 et les taux de réussite au CFEPD : au-delà de 40 élèves, les résultats commencent à s'infléchir. Il y a un lien très net entre les taux d'exclusion et les échecs scolaires. Il était un peu plus surprenant mais logique de constater que plus les écoles sont anciennes et plus elles accumulent de bons résultats : comme très souvent dans les faits humains, cela traduit en fait une convergence de facteurs historiques et sociologiques, les anciennes écoles étant implantées dans les anciens quartiers, c'est-à-dire dans des quartiers privilégiés.

Parmi les recommandations susceptibles d'améliorer les rendements du système scolaire, on pourrait avancer les propositions suivantes :

(1) Les autorités politiques devraient s'engager plus nettement en faveur de l'éducation et surtout le démontrer dans les faits, étant donné le nombre extrêmement important de jeunes en âge d'être scolarisés. Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement nous semble devoir être la priorité des priorités : paiement régulier des salaires, construction de nouvelles

classes, recrutement et formation de nouveaux enseignants, mise à disposition de matériaux didactiques en quantité raisonnable, etc.

(2) Sur le plan du personnel, il y aurait certainement à développer des mesures incitatives à tous les niveaux : perfectionnement de la formation des formateurs et des encadreurs ; suivi plus régulier des inspections ; recyclage des directeurs d'établissement ; formation continue des maîtres ; encouragement envers les meilleures écoles ; sensibilisation des parents...

(3) Nous avons signalé qu'il conviendrait de limiter le nombre d'élèves par classe. Théoriquement les effectifs ne devraient pas dépasser les 40 élèves. Evidemment, cet objectif est assez utopique, mais ceux qui font croisade actuellement pour l'instauration de grands groupes devraient être conscients des risques encourus.

(4) De manière à insérer davantage le système éducatif dans la vie socio-économique, on a également suggéré d'apporter des compléments à la scolarité à la fois en multipliant les jardins d'enfants et en créant des centres de formation professionnelle.

(5) Last but not least, l'introduction des langues nationales, d'une manière réfléchie, systématique et progressive, serait également un atout pour une meilleure adaptation de l'école aux réalités culturelles du pays. Des possibilités d'aménagement linguistique sont réelles dans un pays comme le Niger où le nombre de langues en place n'est pas considérable et où les recherches linguistiques sont déjà bien avancées.

ANNEXE

ANNEXE 1. RESULTATS AU CFEPD DANS LA C.U.N.

Dans tous les tableaux qui suivent, un tiret signale une absence de chiffre, soit que l'école n'était pas encore créée, soit que les chiffres n'étaient pas disponibles. Nous inspirant des rapports de fin d'année de chaque inspection, nous avons calculé les pourcentages d'admis par rapport aux candidats présentés.

1. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT II

ECOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

	86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
1 Banifandou I	-	-	-	-	-	-	-	-	10,6	10,6
2 Banizoumbou	20,2	25,0	30,5	27,9	35,0	43,3	23,2	32,0	27,6	29,0
3 Boukoki I	45,2	34,5	24,8	26,7	25,4	24,1	32,2	22,5	17,5	27,7
4 Boukoki II	56,5	50,0	43,9	35,9	37,6	39,8	37,0	28,8	26,3	38,6
5 Boukoki III	38,5	33,9	45,8	13,6	38,6	28,1	47,8	18,8	12,7	29,1
6 Boukoki IV	-	28,1	30,1	27,2	25,0	29,4	39,2	31,5	33,9	31,0
7 Cité C.N.S.S.	-	-	-	-	58,5	55,0	47,0	56,3	60,3	55,8
8 Couronne Nord I	-	-	-	18,1	43,9	29,8	17,7	19,0	19,7	23,5
9 Couronne Nord II	-	-	-	-	22,0	41,9	53,2	31,3	21,2	33,3
10 Dar-es-Salam	-	-	-	-	-	28,1	33,6	36,3	25,9	32,8
11 Deizébon	-	-	-	-	-	-	-	13,3	16,1	15,2
12 Diori I	44,0	17,1	29,5	34,9	65,0	58,2	52,1	28,3	19,7	34,1
13 Diori II	50,0	34,9	60,0	12,3	16,1	23,4	22,7	15,9	21,9	29,3
14 Foulankouira I	47,1	36,7	50,6	21,9	30,7	39,2	40,5	33,6	26,6	36,5
15 Foulankouira II	25,0	25,6	39,5	35,2	41,1	24,8	38,3	8,0	14,7	27,1
16 Gabagoura	-	73,1	-	-	-	-	51,9	30,0	23,7	42,1
17 Goudel I	63,0	75,4	90,4	-	60,9	57,6	51,4	20,3	28,3	49,7
18 Goudel II	-	-	47,7	-	65,9	46,2	42,2	26,0	31,6	38,6
19 Koirakano	-	-	-	-	-	-	9,1	18,8	31,0	19,4
20 Koiramé	-	-	-	5,5	25,0	32,6	26,1	6,6	25,6	20,5
21 Koiratégui	-	-	-	-	-	-	-	25,2	14,2	19,0
22 Kossèye	29,4	47,6	51,4	-	7,9	31,4	54,5	6,3	12,8	27,5
23 Lazaret I	24,0	35,0	50,0	32,8	26,4	20,3	15,8	19,4	25,2	26,4
24 Lazaret II	-	42,9	44,4	32,6	40,9	42,7	26,3	14,9	16,4	27,5
25 Lossogoungou	-	88,0	33,3	-	76,9	34,5	54,9	34,7	21,6	43,5
26 Plateau	53,0	36,2	37,2	20,8	30,6	23,3	20,2	29,1	17,4	29,3
27 Tondibiah	-	36,5	17,1	-	25,0	29,8	41,7	19,4	4,8	25,6
28 Yantala I	31,7	24,7	51,0	22,2	19,5	29,6	32,8	25,8	14,8	28,3
29 Yantala II	33,6	37,5	44,3	24,8	31,1	30,4	36,4	22,9	19,4	30,7
30 Yantala III	38,6	52,6	35,7	45,0	50,6	48,3	44,0	32,6	40,0	43,3
31 Yantala IV	59,0	62,7	40,7	40,5	36,7	40,2	76,4	36,8	29,8	43,7
32 Yantala Bas	-	-	-	-	-	14,8	40,6	30,1	14,3	25,3
33 Yantala Haut	-	-	-	16,4	24,5	37,7	40,0	20,7	21,7	34,8
34 Yantala Recasement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
35 Zongo	51,2	58,1	54,4	-	50,9	52,8	60,3	28,4	31,4	46,9
Moyenne public				25,9	36,2	35,6	37,3	25,5	23,7	33,0

	86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
ECOLE EXPERIMENTALE										
36 Lazaret	-	-	-	56,5	46,2	13,6	22,9	9,1	29,5	
ECOLES PRIVEES										
37 Adra Niger	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
38 Hermann Gmeirer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39 Lako	79,4	85,7	68,3	50,0	67,7	81,3	67,7	80,5	65,6	74,5
40 Mission filles	95,3	99,0	99,0	-	86,4	96,5	93,6	98,2	99,1	95,9
41 Mission garçons	78,1	88,4	80,2	-	69,7	82,9	86,7	80,1	68,8	88,3
42 Mission Goudel	72,5	66,7	81,1	-	39,7	61,7	64,0	66,1	65,6	74,5
43 Renaissance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
44 Samba Kano B.	45,2	53,8	54,1	30,0	52,9	55,0	61,5	35,0	75,0	53,5
45 Samba Kano Y.	-	-	60,9	48,5	61,0	50,0	38,5	54,5	39,3	54,7
46 Yasmima	-	-	-	-	-	-	-	-	33,3	33,3
Moyenne privé				42,8	67,4	71,2	77,5	79,0	72,8	76,9
MOYENNE I.E.P.D.				27,2	40,7	40,8	41,1	30,1	27,9	38,1

2. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT III

ECOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

1 Abidjan I	40,6	50,0	29,6	27,1	25,8	36,1	22,3	23,7	18,0	9,8
2 Abidjan II	-	-	-	-	22,4	28,8	13,1	27,3	9,6	19,02
3 Balafon I	41,6	43,2	50,0	23,5	33,9	40,5	24,5	23,1	21,3	32,6
4 Balafon II	54,5	37,5	41,6	52,2	52,5	42,9	29,1	40,7	39,5	43,8
5 Bandabari I	39,8	33,6	37,9	14,7	35,7	30,0	17,9	12,8	23,3	26,5
6 Bandabari II	-	-	-	6,9	30,0	36,0	10,8	18,8	21,2	19,7
7 Château IX	68,9	45,8	58,9	19,6	36,6	33,6	20,5	29,7	11,5	34,5
8 Garbado I	21,1	45,7	35,3	14,9	26,1	32,7	18,3	39,0	17,4	28,8
9 Garbado II	-	-	-	8,5	46,2	42,0	14,6	22,0	12,8	20,5
10 Kalley-Est I	61,4	47,0	49,7	14,7	38,6	49,2	34,9	29,5	23,1	39,7
11 Kalley-Est II	-	37,3	45,0	45,7	56,5	49,4	39,6	38,1	7,5	33,4
12 Kalley-Est III	-	-	-	-	-	-	45,3	36,6	25,3	35,8
13 Kouado I	64,4	34,6	36,2	18,4	32,3	42,7	18,3	37,9	14,0	27,4
14 Kouado II	-	-	-	26,1	45,3	17,2	31,5	15,0	25,2	25,6
15 Kouado III	-	-	-	-	-	-	-	18,8	34,6	26,8
16 Madina I	40,5	24,6	32,3	24,2	31,1	31,9	18,6	22,2	18,4	27,4
17 Madina II	52,5	53,3	55,9	49,4	47,8	39,8	44,8	57,1	17,8	43,5
18 Madina III	-	-	-	-	-	-	23,9	30,7	26,0	27,7
19 Nouveaux Carrés	65,3	55,2	57,4	30,5	48,0	49,5	21,8	31,9	12,2	39,7
20 Poudrière I	53,0	45,6	65,3	48,9	53,4	48,0	29,7	53,2	27,0	45,3
21 Poudrière II	45,2	58,3	58,0	22,8	32,6	40,7	34,0	37,9	14,0	38,4
22 Poudrière III	-	50,0	39,3	9,6	56,2	47,6	32,1	54,8	23,1	38,7
23 Sabongari	39,2	35,3	40,4	21,2	40,6	36,5	29,3	32,2	18,7	32,1
24 Talladjé I	55,5	41,2	43,1	20,9	31,1	38,9	20,0	40,9	18,1	34,7
25 Talladjé II	11,5	41,7	37,2	21,4	29,4	16,8	12,3	24,3	7,6	18,8
26 Talladjé III	-	-	-	-	41,2	43,3	41,2	31,4	13,3	32,0
27 Wadata I	-	24,5	59,3	34,1	49,1	50,7	27,0	32,8	30,4	37,1
28 Wadata II	-	-	-	-	-	-	8,6	14,9	5,2	10,0
29 Zabarkane	42,0	47,1	-	31,9	43,7	45,8	26,4	45,2	23,9	37,8
Total public	42,7	42,6	45,7	26,1	39,2	38,9	25,1	30,9	19,3	32,8

ECOLES PRIVEES

	86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
30 Canada filles	92,5	84,0	80,6	76,4	84,9	93,5	71,9	95,8	85,7	85,5
31 Canada garçons	82,8	82,4	93,2	70,5	84,3	83,1	81,3	87,2	72,0	81,7
32 Croix rouge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33 Humanité Annexe	46,8	60,9	72,2	40,7	47,4	67,1	51,4	71,6	53,8	57,6
34 Imam Malick	63,0	65,7	70,5	30,4	54,4	59,5	61,1	68,7	33,9	54,3
35 Sikia	-	25,0	66,7	85,7	100	92,3	38,1	35,7	69,2	60,9
Total privé	69,5	72,9	73,9	57,0	66,4	75,6	64,4	71,8	59,3	67,9
MOYENNE I.E.P.D.	45,9	46,8	49,9	29,1	42,0	42,6	28,6	35,4	22,9	36,9

3. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT IV

ECOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

	86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
1 Aéroport I	41,9	59,0	67,0	45,6	46,1	33,3	32,6	40,2	22,0	40,7
2 Aéroport II	42,3	64,3	34,5	17,8	26,2	20,6	28,2	29,8	29,6	32,1
3 Aéroport III	-	44,9	38,5	26,2	28,8	79,6	59,0	51,4	29,9	46,5
4 Aéroport IV	-	-	-	-	-	34,4	26,3	48,5	14,7	31,4
5 Amirou Djibo ⁴	69,6	78,4	71,2	41,7	43,8	66,3	64,5	50,4	57,0	59,6
6 Ballaré	-	-	-	-	-	-	-	15,9	20,7	18,6
7 Banigoungou	-	42,9	70,0	57,9	76,5	56,0	24,1	10,9	48,4	43,2
8 Gamkallé I	29,4	54,4	45,2	32,6	34,6	34,1	28,9	58,6	18,2	34,2
9 Gamkallé II	34,7	72,2	78,4	57,1	47,5	68,2	47,1	49,5	38,4	52,5
10 Gamkallé III	27,6	57,9	55,7	25,0	67,9	39,1	30,5	24,2	22,1	37,6
11 Gamkallé IV	-	-	-	5,6	22,9	15,6	15,9	20,5	10,3	15,5
12 Guériguindé	-	26,9	85,7	66,7	45,5	35,3	30,8	18,4	21,1	28,9
13 Kalley	63,6	83,2	74,1	62,7	89,0	72,1	50,3	73,0	32,8	68,1
14 Kongou-Gorou	-	-	-	54,5	16,7	54,8	50,0	26,8	31,3	39,0
15 Kongou-Gonga	-	-	-	-	-	-	-	56,0	14,7	32,2
16 Nouveau Marché	67,8	77,2	60,0	48,6	44,4	36,2	39,7	28,7	15,3	47,3
17 Saga I	31,6	40,7	47,3	51,2	45,5	46,6	45,5	29,0	20,7	43,0
18 Saga II	-	-	69,2	-	41,7	35,0	19,8	15,0	29,5	27,9
19 Saga Gorou	-	60,9	57,1	31,3	66,7	19,2	24,2	21,1	14,0	30,1
20 Sahel	56,5	74,4	51,8	46,4	55,1	38,3	22,5	18,4	25,0	40,9
21 Terminus I	55,7	75,6	79,7	73,0	54,5	45,9	50,9	48,6	42,1	49,5
22 Terminus II	68,9	88,9	97,5	72,5	74,6	51,4	78,1	50,6	37,1	61,8
23 Wright ⁵	45,7	65,9	51,6	52,9	58,9	55,8	53,5	50,6	53,1	54,4

ECOLE EXPERIMENTALE

24 Gamkallé	-	-	-	8,3	21,2	26,4	30,6	17,4	31,9	23,6
MOYENNE I.E.P.D.	49,4	65,0	62,0	45,7	49,4	44,7	38,8	27,3	27,5	43,6

⁴ Amiro Djibo correspond anciennement à Neuve garçons.

⁵ L'école Wright correspond anciennement à Neuve filles.

4. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT V

	86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
ECOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES										
1 Banga Bana	-	-	-	-	-	-	-	24,5	17,9	22,1
2 Gawèye I	43,7	62,6	53,8	40,4	40,7	23,2	25,9	26,3	22,6	34,8
3 Gawèye II	-	-	-	-	-	-	-	35,9	22,9	30,4
4 Karadjé	-	-	54,2	43,1	43,6	52,4	29,8	42,4	13,8	35,8
5 Kirkissoye	-	85,1	72,6	56,1	58,1	45,2	36,2	40,0	13,4	42,0
6 Lamordé I	48,1	71,8	72,2	64,5	69,8	61,4	59,6	43,9	26,6	55,9
7 Lamordé II	-	-	32,0	50,0	-	43,9	29,4	30,6	16,7	31,4
8 Néni-Goungou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 Nogaré	-	81,0	73,7	-	87,2	69,4	55,8	41,1	12,0	50,0
10 Pont Kennedy	19,6	51,1	51,9	33,3	56,3	56,3	46,2	53,4	23,9	45,2
11 Rive droite I	14,0	62,1	79,4	38,4	59,8	37,8	25,5	28,6	17,1	39,1
12 Rive droite II	52,1	41,3	61,8	40,9	61,9	42,7	39,4	56,3	8,7	40,9
13 Rive droite III	-	43,8	51,1	-	52,4	44,1	44,7	22,6	10,4	32,1
14 Saguia	52,0	82,1	53,5	43,5	37,0	39,2	53,7	33,9	13,4	41,5
15 Tassikonou	-	-	-	40,7	50,0	30,4	51,9	43,8	14,4	34,1
MOYENNE I.E.P.D.	43,6	68,4	62,3	46,7	55,9	43,0	39,7	37,9	16,7	40,9

5. INSPECTION FRANCO-ARABE

ECOLES PUBLIQUES

	86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
1 Banifandou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 Boukoki I	34,1	-	19,0	27,7	13,4	-	32,2	28,7	35,9	26,2
3 Boukoki II	-	-	29,2	12,5	18,9	-	89,6	38,3	50,5	35,6
4 Gamkallé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 Madina	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 Nogaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7 Rive droite	-	-	31,6	45,8	75,0	-	75,0	51,0	54,2	47,9
8 Talladjé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 Yantala	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

ECOLES PRIVEES

10 Aïr	54,5	-	42,1	36,8	40,0	-	28,5	-	-	-
11 Al Amine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 Al Kaira	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 Anassiria	-	-	-	-	50,0	-	26,6	50,0	56,7	53,4
14 Complexe Sidikou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15 Daawa	-	-	-	100,0	80,0	-	61,5	52,9	94,4	79,2
16 Dar al Quran	-	-	-	-	-	-	46,6	69,2	-	-
17 Fraternité	81,8	-	60,6	33,3	59,6	-	69,7	39,0	57,8	54,5
18 Mamar Touré I	64,9	-	66,7	27,7	29,4	-	38,0	66,7	56,0	50,4
19 Mamar Touré II	-	-	-	85,7	46,7	-	55,1	63,2	70,6	63,8
20 Nour al Dine	-	-	-	-	-	-	-	-	16,7	16,7
21 Nour al Islam	-	-	-	75,0	39,1	-	40,0	66,7	80,0	56,3
22 Réussite	57,9	-	69,2	68,8	50,0	-	47,0	37,5	93,3	62,1
23 Saada	40,9	-	60,0	41,5	77,8	-	51,7	17,9	56,9	50,0
24 Sabilou Alfalahi	45,5	-	54,1	48,5	47,0	-	81,5	53,7	74,6	53,0

25	Sabilou Rachad	-	-	87,5	61,3	88,5	-	80,0	76,9	72,2	75,0
26	Saguia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27	Salfihatou	-	-	-	-	-	-	-	-	60,0	60,0
28	Sambo Koara	-	-	-	-	-	-	-	0	50,0	25,0
29	Sounati	-	-	-	-	-	-	28,6	57,1	54,5	55,2
30	Waddou	-	-	-	-	92,3	-	90,3	61,9	72	72,9
MOYENNE I.F./A.		54,8	-	60,1	47,7	56,1	-	-	47,7	65,8	55,6

ANNEXE 2. TAUX DE REUSSITE AU CFEPD ET EFFECTIFS AU CM2

Dans les tableaux suivants, nous avons synthétisé à la fois les taux de réussite et les effectifs. Pour chaque école, le premier chiffre se rapporte aux résultats du CFEPD, le second chiffre à la moyenne des effectifs au CM2. Les chiffres représentent des dizaines. Le chiffre 0 renvoie à des nombres de 0 à 9, le chiffre 1 à des nombres de 10 à 19, etc. Les tirets signalent l'absence de résultats, en ce qui concerne les taux de réussite et/ou les effectifs. Soit, par exemple, pour Banizoumbou : en 86, entre 20 et 29% des effectifs, comportant en moyenne entre 50 et 59 élèves, ont réussi au CFEPD ; en 87, entre 20 et 29% des effectifs, comportant en moyenne entre 80 et 89 élèves, ont réussi au CFEPD...

1. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT II

ECOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

	86	87	88	89	90	91	92	93	94
1 Banifandou I	-	-	-	-	-	-	-	-	1/5
2 Banizoumbou	2/5	2/8	3/5	2/4	3/5	4/8	2/4	3/5	2/5
3 Boukoki I	4/6	3/6	2/5	2/5	2/6	2/4	3/4	2/4	1/5
4 Boukoki II	5/5	5/5	4/9	3/5	3/5	3/7	3/4	2/5	2/5
5 Boukoki III	3/6	3/5	4/5	1/5	3/5	2/6	4/5	1/7	1/9
6 Boukoki IV	-	2/6	3/5	2/4	2/4	2/5	3/6	3/6	3/4
7 Cité C.N.S.S.	-	-	-	-	-	5/4	4/6	5/5	6/5
8 Couronne Nord I	-	-	-	1/5	4/4	2/4	1/6	1/8	1/6
9 Couronne Nord II	-	-	-	-	2/5	4/4	5/4	3/5	2/6
10 Dar-es-Salam	-	-	-	-	-	2/5	3/6	3/5	2/9
11 Deïzébon	-	-	-	-	-	-	-	1/4	1/8
12 Diori I	4/5	1/6	2/6	3/4	6/6	5/3	5/5	2/4	1/3
13 Diori II	5/6	3/5	6/9	1/5	1/5	2/4	2/5	1/5	2/2
14 Foulankoir I	4/5	3/4	5/4	2/4	3/4	3/3	4/4	3/5	2/3
15 Foulankoir II	2/6	2/4	3/4	3/4	4/4	2/5	3/7	0/6	1/5
16 Gabagoura	-	-	-	-	-	-	5/2	3/3	2/3
17 Goudel I	-	-	-	-	-	5/5	5/5	2/6	2/5
18 Goudel II	-	-	-	-	-	4/5	4/4	2/5	3/7
19 Koirakano	-	-	-	-	-	-	-	1/4	3/4
20 Koiramé	-	-	-	-	2/4	3/4	2/4	0/5	2/5
21 Koiratégui	-	-	-	-	-	-	-	2/6	1/4
22 Kossèye	-	-	-	-	-	3/5	5/3	0/4	1/4
23 Lazaret I	2/5	3/3	5/3	3/3	2/4	2/6	1/6	1/9	2/5
24 Lazaret II	-	4/4	4/5	3/4	4/3	4/4	2/6	1/8	1/5
25 Lossogoungou	-	-	-	-	-	3/2	5/5	3/5	2/4
26 Plateau	5/5	3/6	3/6	2/6	3/6	2/6	2/5	2/4	1/3
27 Tondibiah	-	-	-	-	2/3	2/4	4/3	1/3	0/3
28 Yantala I	3/6	2/5	5/5	2/6	1/6	2/4	3/6	2/6	1/5
29 Yantala II	3/6	3/5	4/5	2/5	3/6	3/6	3/4	2/4	1/8
30 Yantala III	3/4	5/5	3/5	4/6	5/4	4/5	4/5	3/7	4/5
31 Yantala IV	5/6	6/6	4/5	4/6	3/4	4/5	7/5	3/6	2/4
32 Yantala Bas	-	-	-	-	-	1/6	4/4	3/7	1/3
33 Yantala Haut	-	-	-	1/6	2/5	3/4	4/5	2/6	2/7
34 Yantala Recasement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
35 Zongo	-	-	-	-	5/3	5/6	6/4	2/4	3/6

ECOLE EXPERIMENTALE

36 Lazaret	-	-	-	5/2	-	-	2/5	-	2/0
------------	---	---	---	-----	---	---	-----	---	-----

	86	87	88	89	90	91	92	93	94.
ECOLES PRIVEES									
37 Adra Niger	-	-	-	-	-	-	-	-	-
38 Hermann Gmeirer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39 Lako	7/7	8/5	-	5/3	6/3	8/2	6/4	8/4	6/7
40 Mission filles	-	-	-	-	8/5	9/5	9/5	9/5	9/5
41 Mission garçons	-	-	-	-	6/4	8/6	8/6	8/6	6/7
42 Mission Goudel	-	-	-	-	3/6	6/3	6/5	6/6	6/3
43 Renaissance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
44 Samba Kano B.	-	-	-	-	5/1	5/0	6/4	3/2	7/2
45 Samba Kano Y.	-	-	-	-	6/2	5/1	3/5	5/5	3/5
46 Yasmina	-	-	-	-	-	-	-	-	-

2. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT II

ECOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

1 Abidjan I	4/5	5/5	2/5	2/4	2/4	3/4	2/4	2/4	1/4
2 Abidjan II	-	-	-	-	2/4	2/5	1/5	2/5	0/4
3 Balafon I	4/5	4/4	5/5	2/5	3/4	4/4	2/4	2/4	2/4
4 Balafon II	5/5	3/6	4/5	5/4	5/4	4/6	2/4	4/4	3/4
5 Bandabari I	3/4	3/3	3/5	1/4	3/7	3/4	1/5	1/5	2/5
6 Bandabari II	-	-	-	-	3/4	3/4	1/4	1/5	2/6
7 Château I	6/5	4/5	5/5	1/5	3/5	3/5	2/4	2/5	1/5
8 Garbado I	-	4/4	3/5	1/6	2/5	3/5	1/4	3/4	1/5
9 Garbado II	-	-	-	-	4/4	4/5	1/5	2/4	1/5
10 Kalley-Est I	6/5	4/5	4/5	1/5	3/6	4/4	3/4	2/5	2/5
11 Kalley-Est II	-	3/5	4/4	4/4	5/4	4/4	3/5	3/5	0/4
12 Kalley-Est III	-	-	-	-	-	-	4/5	3/4	2/4
13 Kouado I	6/5	3/6	3/5	1/5	3/5	4/5	1/5	3/5	1/5
14 Kouado II	-	-	-	2/4	4/3	1/6	3/4	1/4	2/5
15 Kouado III	-	-	-	-	-	-	-	1/5	3/4
16 Madina I	4/6	2/6	3/6	2/4	3/5	3/6	1/4	2/4	1/4
17 Madina II	5/6	5/6	5/5	4/4	4/4	3/5	4/5	5/5	1/5
18 Madina III	-	-	-	-	-	-	2/4	3/4	2/5
19 Nouveau- Carrés	6/5	5/5	5/5	3/5	4/4	4/3	2/3	3/5	1/5
20 Poudrière I	5/5	4/4	6/4	4/4	5/5	4/6	2/5	5/5	2/4
21 Poudrière II	4/5	5/5	5/5	2/4	3/4	4/4	3/4	3/5	1/4
22 Poudrière III	-	5/5	3/5	0/3	5/4	4/5	3/6	5/5	2/5
23 Sabongari	3/6	3/6	4/5	2/6	4/5	3/5	2/6	3/4	1/5
24 Talladjé I	5/6	4/6	4/5	2/5	3/4	3/6	2/6	4/4	1/5
25 Talladjé II	1/4	4/5	3/6	2/4	2/2	1/6	1/5	2/5	0/4
26 Talladjé III	-	-	-	-	4/5	4/6	4/5	3/6	1/5
27 Wadata I	-	2/4	5/5	3/4	4/5	5/3	2/5	3/4	3/3
28 Wadata II	-	-	-	-	-	-	0/3	1/4	0/3
29 Zabarkane	4/5	4/5	-	3/4	4/4	4/5	2/4	4/5	2/4

ECOLES PRIVEES

30 Canada filles	-	8/5	8/6	7/5	8/5	9/6	7/6	9/7	8/6
31 Canada garçons	-	-	9/5	7/6	8/7	8/6	8/7	8/9	7/5
32 Croix rouge	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33 Humanité Annexe	-	6/6	7/3	4/5	4/3	6/4	5/3	7/4	5/4
34 Imam Malick	-	-	7/4	3/4	5/7	5/5	6/7	6/2	3/6
35 Sikia	-	-	6/0	8/1	10/0	9/1	3/2	3/1	6/1

3. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT IV

		86	87	88	89	90	91	92	93	94
ECOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES										
1	Aéroport I	4/4	5/4	6/3	4/3	4/4	3/4	3/5	4/6	2/6
2	Aéroport II	4/5	6/7	3/4	1/4	2/6	2/6	2/5	2/6	2/5
3	Aéroport III	-	4/5	3/4	2/4	-	7/4	5/5	5/6	2/6
4	Aéroport IV	-	-	-	-	-	3/5	2/5	4/5	1/5
5	Amirou Djibo	6/3	7/3	7/3	4/3	4/5	6/4	6/4	5/5	5/5
6	Ballaré	-	-	-	-	-	-	-	1/6	2/4
7	Banigoungou	-	4/1	7/1	5/1	7/3	5/2	2/3	1/5	4/6
8	Gamkallé I	2/4	5/5	4/4	3/4	3/6	3/5	2/6	5/7	1/6
9	Gamkallé II	3/4	7/5	7/4	5/3	4/6	6/6	4/7	4/4	3/4
10	Gamkallé III	2/2	5/5	5/3	2/3	6/3	3/4	3/5	2/6	2/6
11	Gamkallé IV	-	-	-	-	2/4	1/3	1/4	2/5	1/5
12	Guériguindé	-	2/3	8/0	6/0	4/1	3/1	3/2	1/4	2/5
13	Kalley	6/5	8/5	7/6	6/6	8/7	7/7	5/3	7/7	3/6
14	Kongou-Gorou	-	-	-	5/2	1/3	5/2	5/3	2/4	3/3
15	Kongou-Gonga	-	-	-	-	-	-	-	5/2	1/3
16	Nouveau Marché	6/5	7/4	6/5	4/5	4/6	3/6	3/5	2/5	1/6
17	Saga I	3/4	4/3	4/2	5/4	4/4	4/5	4/5	2/7	2/4
18	Saga II	-	-	6/2	-	4/3	3/5	1/5	1/8	2/5
19	Saga Gorou	-	-	5/0	3/1	6/0	1/2	2/3	2/3	1/4
20	Sahel	5/4	7/3	5/4	4/4	5/5	3/5	2/6	1/6	2/4
21	Terminus I	5/3	7/4	7/3	7/3	5/5	4/5	5/5	4/5	4/3
22	Terminus II	6/2	8/3	9/4	7/4	7/6	5/6	7/3	5/4	3/4
23	Wright	4/4	6/4	5/3	5/3	5/4	5/3	5/4	5/4	5/5

ECOLE EXPERIMENTALE

24	Gamkallé	-	-	-	0/2	2/3	2/5	3/3	1/4	3/5
----	----------	---	---	---	-----	-----	-----	-----	-----	-----

4. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT V

ECOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

1	Banga Bana	-	-	-	-	-	-	-	2/5	1/5
2	Gawèye I	4/4	6/3	5/3	4/4	4/6	2/7	2/5	2/5	2/3
3	Gawèye II	-	-	-	-	-	-	-	3/6	2/5
4	Karadjé	-	-	5/3	4/5	4/4	5/4	2/6	4/4	1/3
5	Kirkissoye	-	8/4	7/3	5/2	5/3	4/4	3/5	4/5	1/6
6	Lamordé I	4/5	7/3	7/2	6/3	6/4	6/2	5/3	4/3	2/4
7	Lamordé II	-	-	3/2	5/4	-	4/4	2/3	3/4	1/5
8	Néni-Goungou	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Nogaré	-	8/4	7/3	-	8/3	6/4	5/4	4/5	1/5
10	Pont Kennedy	1/5	5/5	5/5	3/4	5/4	5/3	4/6	5/6	2/4
11	Rive droite I	1/5	6/4	7/3	3/4	5/4	3/5	2/4	2/5	1/3
12	Rive droite II	5/4	4/4	6/3	4/4	6/4	4/5	3/6	5/3	0/3
13	Rive droite III	-	-	5/4	-	5/4	4/3	4/5	2/4	1/6
14	Saguia	5/3	8/2	5/4	4/4	3/5	3/5	5/5	3/5	1/3
15	Tassikonou	-	-	-	4/2	5/3	3/5	5/4	4/5	1/5

5. INSPECTION FRANCO-ARABE

ECOLES PUBLIQUES

1	Banifandou	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	Boukoki I	-	-	1/7	2/6	1/9	-	3/6	2/6	3/6
3	Boukoki II	-	-	2/5	1/3	1/3	-	8/2	3/3	-
4	Gankallé	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Madina	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Nogaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Rive droite	-	-	3/4	4/3	7/0	-	7/4	5/5	5/5
8	Talladjé	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Yantala	-	-	-	-	-	-	-	-	-

ECOLES PRIVEES

10	Aïr	5/1	-	4/2	3/2	-	-	-	-	-
11	Al Amine	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Al Kaira	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Anassiria	-	-	-	-	5/0	-	2/1	5/2	5/3
14	Complexe Sidikou	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Daawa	-	-	-	10/1	8/1	-	6/1	5/1	9/1
16	Dar al Quran	-	-	-	-	-	-	-	6/1	-
17	Fraternité	8/2	-	6/3	3/3	5/4	-	6/5	3/6	5/5
18	Mamar Touré I	6/4	-	6/4	2/5	-	-	-	6/7	5/5
19	Mamar Touré II	-	-	-	8/1	-	-	-	6/0	-
20	Nour al Dine	-	-	-	-	-	-	-	-	1/1
21	Nour al Islam	-	-	-	7/0	3/2	-	4/1	6/1	8/0
22	Réussite	-	-	6/1	6/2	5/1	-	4/2	3/2	-
23	Saada	4/4	-	6/5	4/4	7/3	-	5/5	1/3	5/3
24	Sabilou Alfalahi	4/3	-	5/3	4/4	4/4	-	8/4	-	7/3
25	Sabilou Rachad	-	-	8/1	6/3	8/2	-	8/2	7/1	-
26	Saguia	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27	Salfihatou	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	Sambo Koara	-	-	-	-	-	-	-	0/0	-
29	Sounati	-	-	-	-	-	-	-	5/2	-
30	Waddou	-	-	-	-	9/1	-	9/2	6/2	7/3

Barreteau Daniel, Aboubacar S. (1994).

Analyse des resultats scolaires dans la
communaute urbaine de Niamey.

In : Education, formation, emploi : quelles
stratégies pour l'Afrique ?

Niamey : ORSTOM, 25 p. multigr.

Education, Formation, Emploi : Quelles Stratégies
pour l'Afrique ?, Cotonou (BEN), 1994/12/7-9.